

8 juin: Le président du Conseil du Trésor, Sinclair Stevens, annonce un gel de deux mois sur l'embauche dans la Fonction publique; les ministères reçoivent l'ordre de remettre à plus tard les dépenses discrétionnaires.

11 juin: Parmi les faits saillants du budget de la Colombie-Britannique, on peut mentionner une réduction de 1% de la taxe de vente, qui tombe à 4%, une diminution de l'impôt sur le revenu et une augmentation des dégrèvements fiscaux sur le capital des sociétés. Le budget de l'Alberta prévoit notamment une réduction d'impôt pour les travailleurs à faible revenu et les petites entreprises, un excédent d'exploitation de \$2 milliards, l'affectation de \$1.2 milliard au Heritage Savings Trust Fund de l'Alberta et l'octroi d'une subvention de \$1 milliard aux municipalités afin de réduire leur dette.

13 juin: La Morgan Guaranty Trust Co. de New York réduit son taux préférentiel de 0,25% pour le fixer à 11,5%, après une baisse de la plupart des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis; la Bank of America, la Citibank et la Chase Manhattan font de même.

15 juin: La Ford Motor Co. du Canada annonce une autre mise à pied de 3,800 employés pour une semaine à son usine d'Oakville (Ont.) à compter du 25 juin; selon la compagnie, cette décision s'explique surtout par la baisse des ventes de grosses cylindrées aux États-Unis. La Ford Motor Co. annonce elle aussi la mise à pied aux États-Unis de 7,100 employés pour une semaine afin d'équilibrer les stocks.

18 juin: Les débardeurs de sept ports de la côte ouest retournent au travail, mettant fin à une grève de 11 jours.

21 juin: Le ministre de l'Énergie, Raymon Hnatyshyn, réaffirme que le pétrole brut augmentera de \$1 le baril le 1^{er} juillet; il prédit que les approvisionnements pétroliers seront limités l'hiver prochain, mais le rationnement n'est pas envisagé.

29 juin: Les pays de l'OPEP n'arrivent pas à s'entendre sur un prix unique pour le pétrole, et le Canada payera différents prix s'échelonnant entre \$18 et EU\$23.50 le baril. L'Arabie Saoudite, qui fournit le quart des importations de pétrole au Canada, relève son prix de \$14.55 à \$18 le baril. Le Venezuela, qui en fournit environ 55%, hausse son prix de \$16.75 à \$20 le baril. Les membres de l'OPEP s'entendent sur un prix maximal de \$23.50 le baril de pétrole; on ignore toutefois dans quelle mesure exactement l'Arabie Saoudite augmentera les approvisionnements. Par suite de la hausse du prix du pétrole, sept grands pays industrialisés du monde libre, dont le Canada, conviennent de limiter leurs importations de pétrole en 1979 et 1980 lors du sommet économique de Tokyo. Les fonctionnaires du gouvernement canadien ont indiqué qu'au cours de la prochaine année le prix du pétrole au Canada pourra augmenter de \$3 à \$4 le baril par rapport au prix actuel de \$12.75 le baril. A compter du 1^{er} juillet, le prix à l'exportation du pétrole brut destiné aux États-Unis sera relevé de 12,8%, passant de \$23.41 à \$26.41 le baril; le prix à

la tête du puits sera haussé de \$12.75 à \$13.75, et la taxe sera relevée de \$10.01 à \$12.01 le baril.

Juillet 1979

13 juillet: Le Cabinet fédéral approuve une augmentation de 50 cents du prix à l'exportation du gaz naturel canadien, ce qui le porte à EU\$2.80 le millier de pieds cubes à compter du 11 août 1979; une autre augmentation est prévue pour le début de 1980.

20 juillet: Le budget de Terre-Neuve prévoit notamment une augmentation des taxes sur les cigarettes et sur les voitures; la taxe sur les cigarettes est relevée de 5 cents le paquet, et le droit d'immatriculation des véhicules particuliers est haussé de \$10 pour tous les modèles; le budget crée également une taxe de 4% sur les ventes de publicité.

21 juillet: A Washington, la Réserve fédérale relève son taux d'escompte de 11,25% à 11,75%; selon l'organisme, la faiblesse du dollar américain et l'expansion rapide de la masse monétaire sont les principales raisons de cette mesure.

22 juillet: La Banque du Canada relève le taux officiel d'escompte de 11,25% à 11,75%, par suite de la modification du taux d'escompte aux États-Unis.

24 juillet: Les principales banques à charte relèvent leur taux d'intérêt préférentiel de 12% à 12,5% par suite de l'augmentation du taux d'escompte.

30 juillet: La General Motors des États-Unis annonce un projet de mettre à pied 12,630 travailleurs rémunérés à l'heure à 10 usines de fabrication de voitures et camions, dans un effort de réduire la production des modèles 1980; c'est la mesure la plus draconienne prise par la General Motors pour faire face à la détérioration du marché des voitures neuves aux États-Unis.

31 juillet: A Washington, l'indice des principaux indicateurs économiques du Département du Commerce accuse une baisse de 0,1% en juin; cette baisse fait suite à une augmentation de 0,3% en mai et à une diminution de 2,1% en avril.

Août 1979

16 août: Le gouvernement fédéral réitère sa promesse de supprimer 60,000 emplois dans la Fonction publique avant 1983; le président du Conseil du Trésor, Sinclair Stevens, précise que cet objectif sera atteint par la vente de certaines sociétés de la Couronne, le recrutement de deux nouveaux fonctionnaires seulement pour trois fonctionnaires sortants et la réduction du double emploi des services fédéraux et provinciaux.

17 août: La Réserve fédérale relève son taux d'escompte de 10% à 10,5% en raison de la forte croissance affichée récemment par plusieurs agrégats monétaires clés; toutes les grandes banques américaines haussent leur taux d'intérêt préférentiel à 12%.

29 août: Suivant l'exemple de la Chase Manhattan, les principales banques américaines relèvent leur